

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

80 ans du Front populaire

La victoire électorale de mai 1936

- Histoire et théorie -

Date de mise en ligne : mercredi 8 juin 2016

Démocratie & Socialisme

À l'occasion des 80 ans du Front populaire, D&S a tenu à porter un éclairage particulier sur ces trois mois du printemps 1936, à l'issue desquels le sort des salariés français allait si radicalement changer. Cette semaine, nous revenons sur la victoire électorale des partis du Rassemblement populaire et sur la constitution du premier cabinet ministériel à direction socialiste. Cet article est paru dans la revue Démocratie&Socialisme de mai (la première partie a été reproduite dans la lettre électronique de D&S de la semaine dernière).

Au début de l'année 1936, le Rassemblement populaire a manifestement le vent en poupe. Son programme n'a pourtant rien d'exaltant. Mais qu'importe le projet, pourvu qu'on ait l'union ! Avec le pacte d'unité d'action SFIO-PCF, puis le ralliement des radicaux à la dynamique unitaire en juin 1935, il devient enfin possible pour la gauche de gouverner dans la durée. Les salariés ne s'y trompent pas : la victoire est bel et bien à portée de main.

Dernière ligne droite avant le scrutin

Les militants de gauche se lancent dans la campagne la tête pleine des images et des souvenirs suscités par la grande manifestation antifasciste du 14 juillet 1935. Plus de 200 000 personnes défilent alors à Paris. La solennité de ce moment historique est renforcée par la rédaction d'un serment prêté par tous les manifestants, qui jurent de « *rester unis pour défendre la démocratie, pour désarmer et dissoudre les liges factieuses* », mais aussi pour « *donner du pain aux travailleurs, du travail à la jeunesse et, au monde, la grande paix humaine* ».

La vision d'un gauche ivre d'unité, se réappropriant son histoire - de Jeanne d'Arc au Soldat inconnu -, s'impose dès le lendemain de la manifestation. Par la voix de Jacques Duclos, les communistes ne s'y sont-ils pas dits « *heureux de voir à [leurs] côtés des combattants de la liberté qui arborent le drapeau tricolore dont [leurs] ancêtres firent l'emblème de la grande Révolution française* » ? C'est oublier les pressions qu'avait exercées le PCF sur les Jeunesses socialistes tentées de lancer leurs traditionnels mots d'ordre antimilitaristes. Selon Jacques Kergoat, le responsable parisien des JC aurait lancé avant la manifestation aux JS : « *si vous insultez les radicaux, le drapeau tricolore et La Marseillaise, nous vous briserons le cou* »...

L'unité syndicale constitue pour la gauche un second moment fort. Depuis la scission de la CGT en 1921, au lendemain du congrès de Tours, la division était devenue une donnée durable du paysage syndical français. À une CGT « réformiste », dirigée par Léon Jouhaux, faisait face une CGTU « rouge » devenue, avec la « bolchevisation », au milieu des années 1920, une courroie de transmission aux ordres du PCF et de Moscou. Le pacte d'unité d'action entre socialistes et communistes mettait à l'ordre du jour la fusion des deux centrales, alors en pleine décrue militante. Après la ratification, au printemps 1935, du pacte Laval-Staline qui imposait au PCF de donner des gages de respectabilité à l'opinion, les blocages disparaissent comme par enchantement au sommet de la CGTU. Restaient les préventions des confédérés. Selon Jacques Kergoat, « *le processus [de fusion] traîne, mais, en même temps, la pression de la base s'amplifie* ».

La réunification de la CGT s'opère finalement au congrès de Toulouse, du 2 au 6 mars 1936. Au niveau des instances, les ex-confédérés l'emportent aisément face aux ex-unitaires de la CGTU, mais le préambule de la charte votée par l'organisation unifiée constitue un authentique compromis. On peut y lire que « *[l]a neutralité [de la CGT] à l'égard des partis politiques ne saurait impliquer son indifférence à l'égard des dangers qui menaceraient les libertés publiques, comme les réformes en vigueur ou à conquérir* ». L'organisation unifiée, membre à part entière du Rassemblement populaire, se lance à corps perdu dans la campagne.

Cette dernière est extrêmement violente, malgré la fameuse « main tendue » de Thorez, le 17 avril 1936, aux

catholiques et aux Croix-de-feu. La bipolarisation politique est en effet totale. D'après Jacques Kergoat, « *pour les seuls mois de septembre et d'octobre [1935], on dénombre 14 attentats, tandis que 12 dépôts d'armes sont découverts dans les milieux d'extrême droite* ». La violence verbale de l'Action française trouve de larges échos dans le Quartier latin. Fin 1935, à Limoges, il y a même 18 blessés graves lors d'une manifestation des Croix-de-feu. Le 13 février 1936, à quelques encablures de la Chambre, Blum tombe inopinément sur une manifestation royaliste et évite le lynchage de peu [1]. Trois jours plus tard, pendant une demi-journée, 500 000 manifestants défilent dans Paris, à l'appel des organisations du Rassemblement populaire, pour protester contre cette lâche agression. Charles Maurras a beau déceler dans ce cortège unitaire pétri de dignité la prédominance « *de l'élément juif métèque* », la victoire du Rassemblement populaire se profile. Et elle vient de trouver en Léon Blum martyrisé son chef de file.

Victoire ! Victoire !

Le premier tour du scrutin, le 26 avril 1936, est marqué par une participation record (84,3 %), signe d'une intense politisation du corps social. Serge Bernstein, à la suite de beaucoup d'autres commentateurs, a beau relativiser la victoire de la gauche en affirmant que « *le Front populaire n'a pas provoqué un raz-de-marée électoral* », il reste que, dans l'ensemble, les partis s'en réclamant progressent de 300 000 voix, totalisant 5,4 millions de suffrages, tandis que la droite, elle, recule et peine à dépasser les 4 millions de voix. La claque est sévère pour les milieux conservateurs, à commencer par l'Église. L'évêque de Dax, relisant en 1942 le passé récent, ne craignait pas par exemple d'écrire : « *L'année maudite n'a pas été pour nous l'année de notre défaite extérieure, mais celle de notre défaite intérieure : l'année 1936* ».

En regroupant environ 1,9 million de suffrages, la SFIO devient le premier parti de France, même si elle recule de quelques milliers de voix par rapport aux législatives de 1932. Si la scission droitiste des « *néo-socialistes* », consommée en 1934, a incontestablement contribué à cette légère érosion, notamment là où se présentent les leaders « *néos* » (Marquet en Gironde, Renaudel dans le Var), elle ne peut l'expliquer totalement. D'autant plus que le « *renégat* » Déat, comme l'appelle Le Populaire, est battu dans le XXe arrondissement. En tout état de cause, les élections de 1936 constituent pour les socialistes un scrutin charnière où l'on peut entrevoir les prémices d'une mutation de son électorat appelée à perdurer jusqu'aux années 1970. En effet, la SFIO recule dans les grandes régions industrielles (banlieue parisienne, Nord, Lorraine), se renforce dans les contrées de traditions radicales (le Sud-Ouest) et réalise ses premières percées dans des terres de foi, en Bretagne notamment.

Si la SFIO fait figure de vainqueur du premier tour, le PCF apparaît comme le seul parti en nette progression. Les candidats communistes obtiennent en effet 1,5 million de voix, soit près du double de leur score - fort décevant, il est vrai - de 1932. Le vote PCF s'enracine dans les fortes concentrations ouvrières du Nord de la France, souvent aux dépens des candidats socialistes, mais on remarque par ailleurs une progression sensible dans la petite paysannerie, notamment en Dordogne et dans le Lot-et-Garonne, sillonnés respectivement par Renaud-Jean et par le jeune Waldeck-Rochet.

Plus encore que la droite, le Parti radical fait figure de grand perdant du premier tour. Il perd le rang de première formation de gauche, qu'il occupait sans discontinuer depuis 1906, et recule à la troisième place, passant - avec un total de 1,4 million de voix - non seulement derrière la SFIO, mais également derrière le PCF. Incontestablement, les radicaux payent leur ambiguïté stratégique cultivée depuis 1919. Souvent élus avec des voix de gauche, en mobilisant l'imaginaire républicain et laïque, les députés radicaux, dans les faits bien plus proches économiquement de leurs collègues conservateurs que des députés ouvriers, ont à deux reprises, en 1925 et au lendemain du 6 février 1934, rompu leur alliance avec les socialistes pour gouverner avec la droite. En conséquence, on assiste en 1936 à un glissement à gauche - donc vers la SFIO - d'une partie de l'électorat radical. Le parti perd également sur sa droite (dans l'Ouest et en Rhône-Alpes notamment), car il paye, dans les couches intermédiaires, le prix de son alliance effective, bien qu'extrêmement circonspecte, avec les « *rouges* ».

Bien que le second tour soit marqué par une remontée de la droite, l'écart creusé au premier était trop important pour que la donne politique soit chamboulée. Malgré les règles édictées par le Comité du Rassemblement populaire quant au désistement, les indisciplines sont plus nombreuses à gauche qu'à droite. Elles n'ont toutefois guère d'incidence, car, si elles coûtent six sièges à gauche, les tiraillements au sein de la droite font perdre un nombre identique de strapontins aux candidats conservateurs. Au soir du 3 mai 1936, la résistance d'une droite radicalisée, tout comme la victoire de la SFIO (147 sièges), la poussée communiste (72 députés contre 11 en 1932) et l'érosion radicale (106 sièges contre 157), reflètent la bipolarisation politique extrême de la société française.

« *Enfin, les difficultés commencent* » [2] !

Les commentateurs promettaient à la France un gouvernement Daladier soutenu par des socialistes refusant une compromettante participation ministérielle. Ils eurent la surprise de voir se former un cabinet dirigé par la SFIO dans lequel les communistes hésitèrent à rentrer ! Dès le 4 mai, Blum écrit dans *Le Populaire* que « *le Parti socialiste revendique dans l'action commune la responsabilité et la part qui lui reviennent* » et qu'il est prêt « *à constituer et à diriger le gouvernement de Front populaire* ». Le leader de la SFIO, pourtant viscéralement hostile à la personnalisation du pouvoir, va jusqu'à déclarer, au CN du 10 mai : « *Dans une bataille comme celle-là, il faut un chef [...]. Je ne sais pas si j'ai la qualité d'un chef [...]. Mais il y a quelque chose qui ne manquera jamais : c'est la résolution, c'est le courage et c'est la fidélité* ».

Les tractations traînent en longueur et le cabinet n'est constitué qu'à la fin du mois. Les socialistes se réservent, outre la présidence du Conseil, les portefeuilles économiques et sociaux, ainsi que l'Intérieur confié à Salengro, tandis que les radicaux trustent les ministères régaliens (Justice, Instruction publique, Défense) et la vice-présidence accordée à Daladier.

Au même moment, au sommet du PCF, la question de la participation se pose avec acuité. Laissons Annie Kriegel et d'autres anticommunistes disserter sur les ruses d'un appareil communiste présentant une façade modérée pour mieux organiser en sous-main une révolution... dont, à Moscou, on ne veut à aucun prix ! Si l'entrée dans le gouvernement Blum a été discutée à la mi-mai dans les instances du PCF - avant d'être finalement rejetée -, c'est qu'une partie des dirigeants estimaient que c'était là la meilleure façon de prolonger la stratégie d'alliance avec l'impérialisme français décidée par Staline. Nous suivrons donc totalement Jacques Kergoat quand il conclut que les communistes craignaient avant tout « *que leur présence au gouvernement ne constitue un obstacle au ralliement d'une fraction de la droite à l'alliance franco-soviétique* », mais aussi que leur participation n'« *apparaisse comme un encouragement aux mobilisations ouvrières* ».

Litvinov, le commissaire soviétique aux Affaires étrangères, n'allait-il pas déclarer début juin que Moscou souhaitait ardemment qu'en France, « *aucun trouble intérieur ne favorise les desseins du Reich* » ? Le mouvement gréviste de juin 36, dont les prémices se faisaient déjà sentir dans l'Hexagone, allaient vite faire déchanter les partisans du maintien du statu-quo social.

[1] Voir *Démocratie et socialisme* 232, février 2016.

[2] Expression due à Bracke-Desrousseaux (1861-1955), ancien lieutenant de Jules Guesde et dirigeant de la SFIO depuis sa fondation en 1905.